



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Trente-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 18 juillet 1962

à 15 h 15

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

	Page
Point 2 de l'ordre du jour :	
Tendances économiques mondiales	
Débat général (<i>suite</i>)	161

Président: M. J. MICHALOWSKI (Pologne).

Présents:

Les représentants des Etats suivants : Australie, Brésil, Colombie, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Inde, Italie, Japon, Jordanie, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Salvador, Sénégal, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats Membres suivants : Argentine, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Cuba, Grèce, Hongrie, Indonésie, Irak, Irlande, Israël, Mali, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, République centrafricaine, République Dominicaine, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie.

Les observateurs des Etats non membres suivants : République de Corée, République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège, Suisse.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes : Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Fonds monétaire international, Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

Tendances économiques mondiales (E/3624 et Add.1 à 6, E/3628, E/3629, E/3631 et Add.1 à 3, E/3635, E/3652, E/3659 et Add.1 et 2, E/3661, E/3668; E/ECE/452)

DÉBAT GÉNÉRAL (*suite*)

1. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique) déclare qu'il est capital, pour accélérer le développement économique général, que l'industrie progresse à un rythme croissant.

2. L'*Etude sur l'économie mondiale, 1961* (E/3624 et Add.1 à 6) présente, dans la première partie, un vaste ensemble de données statistiques et tire d'importantes conclusions qui s'appuient sur les faits; ces travaux seront utiles aux pays qui établissent des plans pour développer leur industrie. De plus, on y reconnaît que le processus du développement économique est complexe et qu'il ne peut s'expliquer par une théorie simple d'histoire économique.

3. Le but du développement économique est le bien-être et la dignité pour tous les hommes; pour arriver à ce but, il faut chercher à établir des structures économiques et sociales qui donnent aux hommes autant de liberté de choix qu'il est possible et qui, tout en développant leur bien-être matériel, leur offrent des moyens d'éducation et des loisirs suffisants pour qu'ils puissent se récréer et se cultiver. De plus, il ne faut pas rechercher un rythme élevé de croissance économique par l'établissement de systèmes politiques, économiques et sociaux qui vont à l'encontre de ce but. Pareillement, il ne faut pas demander aux générations actuelles, en faisant miroiter à leurs yeux les bienfaits éventuels qu'en tireront les générations futures, de réduire excessivement une consommation déjà faible pour créer des possibilités d'investissement qui seraient peut-être nécessaires si l'on forçait l'économie à se développer à un rythme trop rapide.

4. Le fait que le développement économique requiert un équilibre entre l'industrie et l'agriculture ne signifie pas que tous les pays en voie de développement devraient adopter une structure économique déterminée, à l'exclusion de toutes les autres. Si l'on veut organiser rationnellement la croissance industrielle, il faut en général tenir compte de la nature — qui peut changer d'ailleurs — des ressources du pays ainsi que du caractère de ses structures économiques, politiques et sociales. A cet égard, il est capital, particulièrement dans les premiers stades du développement de l'industrie, de considérer les ressources naturelles d'un pays et ses disponibilités en main-d'œuvre qualifiée. Les compétences comme les ressources physiques peuvent être importées. Et comme la croissance économique exercera inévitablement une certaine pression sur les ressources en devises des pays en voie de développement, ces ressources devront être ménagées dans toute la mesure du possible.

5. On oublie parfois que la révolution industrielle a bénéficié dans les pays occidentaux de conditions extrêmement favorables; les capitaux provenant du commerce ont constitué un facteur très important de progrès, et un autre facteur a été l'esprit d'entreprise que la pratique du commerce avait précisément développé. Le progrès de la science et les inventions ont aussi joué un rôle important. De plus, le libéralisme politique et économique encourage à prendre des risques. On peut dire en bref que la révolution industrielle a été le fait d'une évolution naturelle, favorisée par les institutions politiques, économiques et sociales. Dans nombre de pays en voie de développement, ces conditions favorables n'existent pas. C'est par un acte de volonté nationale, par une décision délibérée que beaucoup de pays en voie de développement sont obligés de se forger des institutions et de développer un état d'esprit propice à la croissance économique. Les pays de l'Amérique latine mon-

trent la voie lorsqu'il décident en commun de procéder aux réformes économiques et sociales nécessaires pour promouvoir le développement économique et pour en répartir les bienfaits entre tous les éléments de la population.

6. Les Etats-Unis ont toujours reconnu que les capitaux ne suffisent pas dans les pays en voie de développement et ils ont mis l'accent sur l'assistance technique, tant dans leurs programmes bilatéraux, que dans les programmes multilatéraux qu'ils soutiennent. Mais c'est seulement récemment qu'ils en sont venus à reconnaître que les avantages de l'assistance technique peuvent être gaspillés si le régime social du pays bénéficiaire ne convient pas à une société moderne industrialisée et si les bénéfices de la croissance économique aboutissent entre les mains de quelques privilégiés au lieu de profiter à tous.

7. Les Etats-Unis se sont aperçus qu'une réforme des techniques agricoles et du régime foncier constituait une condition nécessaire du progrès de l'agriculture dans les pays en voie de développement. Mais, là encore, les investissements ne suffisent pas à provoquer le progrès. La plupart des spécialistes du développement économique reconnaissent que c'est une erreur, dans les premières années d'un plan de développement économique, de laisser l'agriculture à elle-même et de s'attacher surtout à organiser les investissements dans l'industrie, et notamment dans l'industrie lourde. La plupart des pays ont aujourd'hui une vue plus juste du développement et reconnaissent que bien des chemins conduisent à la croissance économique. Il est très souvent souhaitable de s'attacher d'abord à développer une industrie légère qui produise des biens de consommation destinés au marché national, afin de remplacer les produits qui, sans elle, seraient importés. Les statistiques qui figurent dans l'*Etude* semblent indiquer que les pays qui en sont au premier stade du développement ont appris cette leçon. Les pays d'Asie représentés à la dix-huitième session de la CEAEO tenue à Tokyo en mars 1962 ont donné la preuve de la maturité de leur pensée économique lorsqu'ils ont souligné les possibilités de développement qu'offrent l'agriculture, l'industrie légère et la petite industrie. Un point de vue pareillement équilibré apparaît aussi dans l'*Etude*.

8. Bien que beaucoup d'industries soient nécessairement grandes, ce serait un tort de soutenir que toutes doivent l'être. Au Danemark, par exemple, 62% des emplois dans l'industrie sont fournis par des établissements qui emploient moins de 50 personnes. En outre, c'est souvent la petite entreprise qui est la clé du développement d'un complexe industriel dans lequel les différentes industries tendent à prospérer. Il semble également que, dans tous les pays industrialisés, à l'exception peut-être du Japon qui est un cas spécial, les petites entreprises sont tout aussi efficaces que les grandes. Bref, toutes les informations dont on dispose semblent confirmer la conclusion du Secrétariat selon laquelle la croissance industrielle s'opère autant par la multiplication de petites usines que par la création de grandes entreprises.

9. C'est entre les pays à économie assez diversifiée qu'un commerce profitable pour tous a les meilleures

chances de se développer. De plus, c'est dans ces pays que la spécialisation internationale entraîne les plus grands progrès économiques, comme en témoignent les effets de la libération progressive des échanges entre les pays de libre entreprise dont l'économie est diversifiée. Il reste que la spécialisation est importante pour la croissance économique — et notamment l'industrialisation — des pays en voie de développement. Les recettes d'exportation sont en un sens la clé du problème de la croissance économique; sans elles, on ne peut guère espérer lancer cette sorte de réaction en chaîne qui aboutit à la croissance continue.

10. La planification économique, si elle est bien conçue, peut assurer une meilleure répartition des ressources destinées à l'industrialisation. Elle n'offre cependant pas des solutions automatiques, car tout ce qu'une bonne planification peut faire, c'est éclairer les chefs d'entreprise et les autres responsables de l'économie sur les choix qui s'offrent à eux, leur permettant ainsi de prendre leurs décisions en connaissance de cause. Les limites d'une planification centralisée sont apparues clairement, même aux pays qui appliquent ce système: on parle beaucoup dans ces pays d'une décentralisation de la planification et il serait intéressant de connaître l'efficacité de cette décentralisation dans la conception de la planification centralisée.

11. L'expérience des Etats-Unis fait apparaître que le rôle de l'entreprise privée est d'une importance capitale dans la répartition des ressources et le développement de l'esprit d'entreprise. Il est faux de dire que la libre entreprise est incompatible avec une planification bien conçue, car on planifie autant aux Etats-Unis que dans n'importe quel pays du monde. Mais aux Etats-Unis ce n'est pas seulement le gouvernement, mais aussi les entreprises commerciales et industrielles, qui planifient librement et très complètement. D'ailleurs, d'autres pays, y compris les pays dont les dirigeants professent une idéologie socialiste, découvrent que le secteur privé de leur économie se développe plus rapidement et répond mieux aux besoins de l'homme que leur secteur public. On tend de plus en plus, dans ces pays — et leurs derniers plans le montrent — à reconnaître le rôle que l'entreprise privée peut et doit jouer.

12. L'histoire des dix dernières années offre un sujet de satisfaction modérée. L'économie de la plupart des pays en voie de développement est encore trop axée sur la production agricole et minière; leur industrie devra se développer d'autant plus rapidement s'ils veulent atteindre leur but: une économie moderne diversifiée.

13. La situation monétaire et financière s'est considérablement améliorée dans de nombreux pays; cela signifie que les échanges, l'épargne et les investissements peuvent progresser d'une façon plus ordonnée qu'il y a une dizaine d'années. Ce progrès signifie également une réduction des injustices que les perturbations monétaires entraînent inévitablement. Une autre source de satisfaction est le désir croissant que les pays manifestent de travailler ensemble pour leur avantage commun. Cet esprit de coopération apparaît clairement dans les travaux du GATT, du FMI et de la BIRD. D'autre part, les diverses organisations et les divers programmes, officiels

ou non, qui ont pour but de transmettre de pays à pays les techniques et le *know how* du progrès économique, sont plus actifs que jamais.

14. Traitant ensuite de l'année écoulée, M. Klutznick dit qu'il n'est pas surprenant que le rythme de l'expansion économique se soit quelque peu ralenti en Europe occidentale et au Japon, car les progrès avaient été très rapides ces dernières années. L'expérience montre que les économies qui progressent rapidement ont besoin de temps à autre d'une pause pour consolider leurs gains et préparer une nouvelle avance. Les possibilités d'une poursuite de l'expansion continuent à exister au Japon et surtout en Europe occidentale. M. Klutznick fait observer que dans toutes les économies, qu'elles soient fondées sur la libre entreprise ou à planification centralisée, l'absence d'équilibre ou l'irrégularité de la croissance peuvent autant stimuler la croissance qu'un équilibre apparent ou un progrès continu. Le vrai problème est de veiller à ne pas perdre de vue le but et de satisfaire les besoins de l'heure. Aucune planification, si poussée soit-elle, ne permet de prévoir les variables qui apparaissent inévitablement au cours d'une période donnée. Mais ceci ne diminue en rien l'importance des efforts que font tous les pays industrialisés pour atténuer les fluctuations excessives de l'activité économique.

15. L'un des buts les plus importants de la planification économique aux Etats-Unis, comme dans les autres pays industrialisés, est d'éviter le retour de dépressions du genre de celles qui se sont succédé avec une regrettable fréquence avant la seconde guerre mondiale. Aux Etats-Unis, la reprise économique amorcée en février 1961 s'est poursuivie et l'on est arrivé à une expansion régulière de la production et de l'emploi, qui a été accompagnée d'une stabilité générale des prix. Cette tendance dominante s'explique par l'augmentation constante de la productivité du travail sur la longue période et par l'extension des mesures de sécurité sociale. Le principal objectif que l'économie américaine se doit d'atteindre sur le plan intérieur, c'est une expansion continue de la production qui permette d'utiliser à plein la capacité de production et de maintenir l'équilibre de façon durable à ce niveau.

16. Depuis février 1961, tous les principaux baromètres de l'économie témoignent de progrès importants. Le taux de chômage est tombé de 6,9% au premier trimestre de 1961 à 5,5% en juin 1962. Les dépenses de consommation ont été et demeurent le facteur le plus important de la reprise. Les disponibilités des consommateurs ont considérablement augmenté, de sorte que les dépenses de consommation pourraient se maintenir à leur niveau pendant un certain temps, même si l'expansion actuelle se ralentissait ou cessait complètement. L'investissement des entreprises s'est développé moins rapidement qu'on ne l'avait d'abord escompté et d'assez nombreux secteurs disposent encore d'un excédent de capacité. La construction de logements a connu un grand développement par suite de l'accroissement du revenu et des conditions favorables faites au crédit hypothécaire. Les dépenses du gouvernement fédéral ont, elles aussi, augmenté pendant la période de reprise, en partie grâce aux efforts déployés pour soutenir la conjoncture mais surtout parce que

l'on a élargi les programmes d'investissement à long terme ou que l'on en a adopté de nouveaux. La situation monétaire et les conditions du crédit restent très favorables à l'expansion, et les prix de gros sont demeurés stables depuis 1958.

17. A long terme, les perspectives s'annoncent très encourageantes pour l'économie américaine. A de rares exceptions près, les réserves de ressources naturelles et de matières premières sont relativement abondantes; le potentiel productif du pays garantit qu'il sera possible de se procurer à l'étranger les matières qui feront défaut, et la croissance démographique permet de compter sur un marché toujours plus vaste pour les produits du monde entier et sur un réservoir toujours plus important de compétences de toutes sortes. Grâce à l'extension des mesures prises en matière d'instruction publique, de santé et de sécurité sociale, la proportion de la population qui ne participe pas à l'expansion de l'économie américaine ou n'en partage pas les fruits diminue constamment.

18. La Bourse de New York a été ces dernières semaines le pôle sur lequel s'est centrée l'attention des milieux économiques aux Etats-Unis comme à l'étranger : si, pendant l'hiver 1961/62, les actions ont atteint des cours élevés, c'est, à n'en pas douter, parce que l'on s'attendait à la prolongation de l'inflation et aussi parce que l'on surestimait les bénéfices que pourraient réaliser à court terme certaines grandes entreprises américaines des branches les plus « dynamiques ». En pleine euphorie du marché financier, les dividendes représentaient un taux d'intérêt très inférieur à celui des obligations, et le rendement des actions n'était que très légèrement supérieur à celui des obligations. Mais lorsque le public s'est rendu compte que l'inflation avait été jugulée et que les bénéfices des entreprises dynamiques n'augmentaient pas au taux escompté, les cours des actions ont dû s'adapter. Cependant, on ne peut déceler aucune relation systématique entre les achats des consommateurs et les cours des actions pendant la période d'après guerre, pas plus qu'on ne peut établir de relation certaine entre le cours des actions et le niveau général de l'activité économique. Le plus sage semble donc d'interpréter la baisse survenue à la Bourse comme la réaction de ceux qui s'attendaient à la poursuite de l'inflation devant la fin de la poussée inflationniste.

19. Nombre de problèmes restent encore à résoudre dans l'économie américaine. Le taux de la croissance économique ne satisfait ni le gouvernement ni le peuple : l'économie ne s'est pas développée à un rythme assez rapide pour permettre de réaliser le plein emploi, encore que chaque mois semble enregistrer de nouveaux progrès dans l'effectif de la main-d'œuvre occupée. Le chômage représente une déperdition de forces productives et son coût économique et social a des répercussions fâcheuses non seulement pour les intéressés eux-mêmes mais encore pour leurs familles et la société tout entière. Le Président des Etats-Unis a proposé d'apporter à la structure des impôts des modifications qui, estime-t-on, augmentent le taux d'investissement des entreprises. Le Gouvernement des Etats-Unis a pris, toujours dans le même dessein, des mesures pour ajuster, en fonction des nécessités de l'heure, les dispositions fiscales relatives aux provisions

pour amortissement. De plus, dans les milieux économiques, la question de savoir s'il convient de réduire les impôts fait l'objet de débats animés; le gouvernement demeure sur ce point dans une position d'expectative vigilante.

20. Les échanges de vues publics qui ont lieu entre le monde ouvrier, le patronat et le gouvernement au sujet du meilleur moyen d'assurer la vigueur et le progrès continu de l'économie offrent l'image en raccourci du fonctionnement de la vraie démocratie. Aujourd'hui, le problème est de faire en sorte que la nation produise assez de richesses, non pas uniquement pour les Etats-Unis, mais aussi pour répondre aux besoins des populations toujours plus nombreuses de la planète. Avec 6% de la population du globe, les Etats-Unis fournissent près de 40% de la production mondiale. La solidité de l'économie américaine est importante pour la prospérité de l'ensemble du monde, et la récente reprise économique a eu pour corollaire un accroissement appréciable des importations américaines, qui atteignent maintenant quelque 16 milliards de dollars par an.

21. C'est aussi leur puissance qui permet aux Etats-Unis de continuer à participer au développement économique des pays peu industrialisés, à la fois par des investissements de capitaux privés et au moyen de programmes d'aide bilatérale et par des contributions aux programmes multilatéraux d'aide financière et d'assistance technique. La politique commerciale esquissée par le Président lorsqu'il a demandé le vote d'une loi sur l'expansion du commerce traduit la volonté de faire servir la puissance économique des Etats-Unis au bien général par un effort massif tendant à établir dans les grandes régions de production et de consommation d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord un régime de faibles tarifs douaniers débarrassé au maximum de tout ce qui entrave la liberté des échanges. Approuvée par la Chambre des représentants, qui n'y a pas apporté de changements importants, la proposition du Président est actuellement soumise à l'examen du Sénat.

22. M. WALKER (Australie) rappelle que l'*Etude sur l'économie mondiale*, qui est publiée chaque année, a succédé à une série d'études analogues du Secrétariat de la Société des Nations et dont la première portait un titre différent, mais significatif: *Le cours et les phases de la dépression économique mondiale*. Le souci dominant de la politique économique pendant la période 1930-1939 avait été de favoriser la reprise économique à la suite de la dépression qui avait secoué les économies de nombreux pays jusque dans leurs fondations et d'empêcher le retour d'une semblable catastrophe économique.

23. Les *Etudes* publiées par l'ONU témoignent d'une évolution importante sur la scène économique, en ce sens qu'elles ne visent plus autant à prendre le pouls de la situation économique actuelle. Le monde n'est plus hanté par la crainte de grandes dépressions cycliques. Certes, le problème des récessions périodiques se pose toujours, mais ce changement de terminologie n'est pas uniquement une question de mots. Le processus par lequel une récession économique peut se perpétuer et dégénérer en dépression grave est maintenant bien compris, et les gouvernements ont à la fois une connaissance

et une expérience approfondies des mesures à prendre pour prévenir l'extension du chômage. De plus, il s'est établi une solide tradition d'assistance mutuelle internationale, que soutiennent des institutions comme le FMI.

24. Le centre d'intérêt s'est déplacé du problème des fluctuations à court terme à celui de l'expansion économique continue. Pour les pays peu développés, il s'agit, dans l'immédiat, de réaliser les réformes de structure indispensables pour déclencher le processus de croissance économique autonome que les pays industriels connaissent depuis très longtemps. Dans les grands pays industriels cependant, la poursuite d'une expansion économique régulière est devenue également l'un des buts principaux de la politique des gouvernements et l'objectif de l'entreprise privée.

25. La raison essentielle de l'intérêt que l'on porte au problème de l'expansion est que c'est ainsi seulement que les pays peuvent satisfaire aux besoins de populations toujours plus nombreuses et assurer l'augmentation des revenus réels, laquelle entraîne l'élévation des niveaux de vie. De plus, l'expansion économique continue permet de résoudre plus facilement d'autres problèmes. A ce propos, M. Walker cite un passage de l'introduction (E/3624) à l'*Etude sur l'économie mondiale, 1961*: « Les événements économiques récents en Europe occidentale montrent de façon frappante que l'adaptation à des conditions changeantes peut se faire avec une certaine facilité si la question se pose dans une conjoncture de croissance économique soutenue ».

26. En ce qui concerne les conditions de l'expansion des économies développées des pays de libre entreprise, M. Walker a remarqué en particulier un autre passage de l'introduction à l'*Etude*, où il est dit que « les mesures les plus importantes pour la croissance industrielle des économies développées d'entreprise privée n'ont pas été celles destinées à modifier la structure de la production industrielle ou à hâter la croissance d'industries données, mais bien les politiques monétaires et fiscales de nature générale, agissant sur le taux de croissance de la demande globale ». M. Walker attire notamment l'attention du Conseil sur les indications figurant dans la suite du paragraphe où figure ce passage et dans le paragraphe suivant.

27. Dans les pays peu développés, le problème du maintien de la croissance est bien plus compliqué parce qu'il requiert, outre le maintien d'une forte demande effective, une réforme profonde des structures économiques et, très souvent aussi, d'importantes réformes sociales. Comme le représentant de l'Inde l'a dit à la 1226^e séance, pour les pays sous-développés, il ne s'agit pas seulement, en ce qui concerne l'expansion économique, d'obtenir de meilleurs résultats; cette expansion doit aussi s'accompagner de réformes des institutions économiques et sociales si l'on veut que sa valeur sociale soit plus grande et plus profonde.

28. Dans la plupart des pays, le commerce extérieur joue un rôle important dans l'expansion. Dans les pays en voie de développement, la formation intérieure de capital doit s'accompagner de l'importation de biens d'équipement étrangers, et le commerce d'exportation de ces pays est une source vitale de devises qui servent à payer ces importations. Mais, dans les pays en voie de

développement comme dans les pays industrialisés, les exportations jouent encore un autre rôle : elles sont une source de revenus et de pouvoir d'achat à l'intérieur du pays. Il en résulte qu'un commerce d'exportation prospère contribue à entretenir dans un pays les conditions nécessaires à une expansion continue.

29. Le fait qu'on compte sur le commerce international pour satisfaire certains besoins essentiels à la croissance économique pose des problèmes particuliers de balance des paiements. Des mouvements défavorables de la balance des paiements d'un pays peuvent entraîner une réduction de la demande effective dans ce pays et contrarier les espoirs d'expansion économique. En même temps, ces mouvements obligent souvent à restreindre l'importation de biens nécessaires au développement.

30. On voit ainsi quelle importance ont, pour le maintien de la croissance économique, non seulement les mesures destinées à prévenir des fluctuations excessives des cours des produits de base, qui sont bien souvent la cause des problèmes de balance des paiements, mais aussi les arrangements internationaux visant à faire surmonter aux pays leurs difficultés passagères.

31. Plus récemment, on s'est intéressé à un autre facteur qui peut contribuer à la solution des problèmes de balance des paiements. Au déficit de la balance des paiements d'un pays correspond un excédent dans la balance des paiements d'autres pays. Le maintien, dans un pays, de conditions intérieures favorables à une croissance économique rapide risquant d'y entraîner des difficultés de balance des paiements présenterait un danger moindre si les partenaires commerciaux de ce pays pratiquaient eux aussi une politique d'expansion rapide. D'où l'importance de politiques d'expansion concertées, comme celles dont sont convenus en 1961 les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques et que le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a mentionnées à la 1226^e séance.

32. On note quatre modifications de structure importantes survenues dans l'économie mondiale. La première est l'augmentation, depuis la seconde guerre mondiale, du nombre des pays à économie planifiée, ce qui a détaché un important secteur de la vie économique mondiale du système des marchés interconnectés.

33. L'économie mondiale a été pendant longtemps essentiellement une économie d'entreprise privée, mais aujourd'hui ce terme ne décrit plus qu'imparfaitement la nature des économies nationales qui constituent l'économie mondiale en dehors des économies planifiées. La plupart des pays ont un système économique mixte qui comprend un large secteur nationalisé et un contrôle considérable de l'Etat sur le secteur privé. Toutefois, la séparation demeure très nette entre ces économies mixtes et les économies totalement planifiées; en fait, ce sont deux mondes économiques aux prises bien souvent avec des problèmes économiques fondamentalement analogues mais qui opèrent selon des principes différents.

34. Il y a bien entendu un certain volume d'échanges entre ces deux mondes économiques, mais de grandes difficultés s'opposent à une association plus étroite entre eux, non seulement parce qu'ils représentent des systèmes politiques et économiques rivaux, mais parce qu'ils com-

mercent selon des principes différents. Les échanges des pays à économie mixte où domine l'entreprise privée ont un caractère multilatéral. Le GATT, dont les membres comptent pour 78 % dans les échanges mondiaux (83 % si l'on tient compte des pays associés), envisage un système qui offrirait à ses membres le libre accès mutuel aux marchés, sous réserve seulement du paiement des droits de douane suivant la clause de la nation la plus favorisée. Il y a des exceptions à cette règle générale, par exemple lorsqu'il s'agit de protéger un pays contre le dumping ou les exportations subventionnées, mais, dans ces cas, on a bien soin de prévoir des mesures de sauvegarde. On peut dire, en gros, que le système du GATT comprend trois principes : premièrement, les échanges doivent être non discriminatoires; deuxièmement, les industries nationales ne doivent être protégées que par les droits de douane; troisièmement, toutes les parties contractantes doivent se consulter pour éviter de léser leurs intérêts commerciaux. M. Walker décrit là, évidemment, les règles du GATT et non pas la manière dont elles sont ou ne sont pas appliquées, notamment en ce qui concerne l'accès des produits de base sur les marchés de certains pays très industrialisés.

35. Ce système multilatéral est manifestement très différent du système commercial des pays à économie planifiée. La politique d'importation de ces derniers fait partie d'un plan général, qui n'attribue au secteur de l'importation que la part de la consommation que la production intérieure planifiée n'est pas en mesure de satisfaire. Il est donc impossible aux exportateurs étrangers de lutter à armes égales, en ce qui concerne la qualité et les prix, avec les producteurs des pays à économie planifiée. En plus, le Conseil d'aide économique mutuelle (CAEM) a établi entre les pays à économie planifiée une certaine coordination qui implique la signature d'accords relatifs aux échanges commerciaux. Le secteur commercial qui reste ouvert aux exportateurs étrangers tend par conséquent à être résiduel, la première place étant réservée à la production domestique et aux importations effectuées sous les auspices du CAEM. Mais, même dans ce secteur résiduel, il semble que le volume des échanges est moins soumis au jeu des forces du marché qu'à des décisions administratives et gouvernementales, dont un bon nombre peuvent paraître arbitraires aux fournisseurs étrangers. M. Walker tient à souligner qu'il ne fait pas une critique du système mais qu'il décrit simplement la situation telle qu'elle se présente.

36. Les prix des produits exportés par les pays à économie planifiée peuvent également poser des problèmes aux autres pays. En effet, il est difficile pour les étrangers de déterminer les éléments normaux qui, dans une économie planifiée, concourent à la formation des prix et, par conséquent, d'appliquer aux exportations de cette provenance les dispositions légales normales concernant le dumping qui sont en vigueur dans les pays de libre entreprise, où l'on exige que l'on puisse facilement déterminer le prix de revient.

37. La plus grande partie des échanges commerciaux entre les deux mondes économiques est régie actuellement par des accords bilatéraux. Cela n'a pas entraîné de très grandes difficultés parce que le volume de ces échanges

est assez marginal. La situation pourrait changer si la part des pays à économie planifiée dans le commerce mondial venait à augmenter considérablement. Si le problème vient à se poser, il faudra rechercher des solutions qui ne s'écartent pas du système actuellement appliqué à la majeure partie du commerce mondial et qui fait une large place à la non-discrimination multilatérale.

38. Le deuxième fait nouveau important est l'intégration régionale, qui est fort avancée en Europe occidentale et en Europe orientale et qui commence à être réalisée en Amérique latine. L'intégration régionale a déjà procuré des avantages économiques appréciables à l'Europe occidentale, et il est vraisemblable qu'une coopération économique du même genre serait avantageuse dans d'autres régions.

39. L'intégration régionale commence normalement par l'octroi de ce qui est, en fait, un système de préférence mutuelle entre les membres. Si l'intégration est poursuivie dans un esprit d'autarcie, elle peut léser gravement les intérêts économiques des pays qui n'y participent pas et aboutir, en fin de compte, à bloquer l'expansion du groupement intégré lui-même. L'Australie, qui peut difficilement, vu sa position géographique, faire partie d'un groupement régional, attache une grande importance aux assurances, données par les représentants des groupements existants, que ceux-ci suivront une politique « ouverte » et qu'il y aura des possibilités d'accroître les échanges avec le reste du monde.

40. Le troisième fait nouveau concerne les effets des politiques agricoles nationales — en particulier des pays très industrialisés — sur le commerce international et les difficultés qui en résultent pour de nombreux pays de production primaire. Dans de nombreux pays, l'agriculture s'est isolée de l'économie mondiale; elle est un bastion où de puissants intérêts sociaux et politiques se sont retranchés et qu'ils sont résolus à défendre.

41. La tendance au protectionnisme agricole a un effet profond sur le volume du commerce international des produits de base. Le problème ne peut pas être esquivé indéfiniment. Entre autres considérations, le monde ne peut guère, à une époque d'explosion démographique, se permettre de décourager les producteurs efficaces dont les prix de revient sont bas.

42. La progression des groupements commerciaux régionaux et le renforcement du protectionnisme agricole des pays industriels ont eu pour conséquence importante de réduire la dimension du marché mondial des exportateurs de produits agricoles. Ce marché ne représente, pour la plupart des produits primaires en vrac, qu'une très petite fraction de la production mondiale: 5% pour les céréales fourragères, 10% pour la viande de bœuf ou le beurre, 12% pour le sucre, et 15% pour le blé. Les cours « mondiaux » de nombreux produits agricoles sont de ce fait en baisse et correspondent de moins en moins aux prix de revient dans les pays de production primaire à forts rendements ni aux prix qui sont effectivement payés dans le cadre de divers systèmes protectionnistes aux producteurs agricoles des pays industriels.

43. Le quatrième changement important survenu dans l'économie mondiale a été l'effort d'industrialisation des pays en voie de développement, auquel une grande

partie de l'*Etude* est consacrée. Un trait particulièrement frappant de l'*Etude* est qu'on y présente comme inévitable la tendance qu'ont les économies des différents pays à évoluer vers des structures identiques.

44. Le but final des pays sous-développés doit être de créer une économie diversifiée analogue à celle des pays industrialisés. L'acceptation de cette idée, exprimée dans l'*Etude*, contraste étrangement avec la pensée économique d'avant la seconde guerre mondiale; à cette époque on pensait que certains pays devaient concentrer leurs efforts sur la production agricole et d'autres sur la production industrielle, et que la spécialisation régionale serait un moyen efficace de relever le niveau des revenus grâce au commerce extérieur. Une autre considération, que l'*Etude* ne souligne pas, c'est que, sans industrialisation et sans diversification de l'économie, les pays en voie de développement n'acquerront pas l'expérience et les enseignements qu'offre le travail dans l'industrie et ne connaîtront pas l'esprit d'entreprise qu'éveillent des possibilités économiques très variées.

45. Cet effort d'industrialisation aura certainement des conséquences très importantes pour le commerce international. Il est cependant intéressant de noter à cet égard que les progrès dans le domaine industriel n'entraînent aucun fléchissement du commerce; en fait, les échanges commerciaux sont extrêmement actifs entre les grands pays industriels par suite d'une spécialisation très poussée.

46. Pour terminer, M. Walker réserve le droit de la délégation australienne de reprendre la parole sur des questions comme la proposition relative à la convocation d'une conférence mondiale du commerce, qu'il n'a pas mentionnée au cours de son intervention.

47. M. GUZINA (Yougoslavie) félicite les auteurs de l'*Etude sur l'économie mondiale* ainsi que les auteurs des études régionales. L'habitude prise d'analyser chaque année un aspect d'actualité de l'économie sur une période assez longue s'avère excellente, et l'*Etude* pour 1961 présente une analyse habile du développement industriel au cours des années cinquante.

48. Dans trois domaines très importants, la pensée économique a fait des progrès décisifs au cours des dix dernières années; ces progrès ne sont pas seulement signalés dans les documents des Nations Unies; ces documents y ont aussi contribué dans une large mesure.

49. La première de ces caractéristiques dominantes de la pensée économique est l'intérêt primordial qu'elle accorde à la croissance de l'économie. L'étude de la cadence de croissance de l'économie, sous forme d'analyses des tendances à long terme, tend à remplacer l'étude des facteurs d'équilibre statique et des cycles à court terme qui constituaient, presque jusqu'en 1939, le principal centre d'intérêt des économistes occidentaux. Dans cette analyse à long terme, le rythme du développement est devenu le critère de base de l'efficacité économique.

50. Ce progrès de la pensée économique est d'une importance vitale pour les pays moins développés. La croissance économique, qui ouvre la voie à la modernisation des autres secteurs de la vie sociale, constitue pour ces pays une condition essentielle sans laquelle ils ne peuvent affirmer complètement leur indépendance politique. La

théorie contemporaine de la croissance économique voit dans le développement des pays sous-développés un champ d'études particulièrement fertile, auquel le chapitre premier (E/3624/Add.1) de l'*Etude*, consacré aux résultats du développement industriel dans ces pays, apporte une contribution précieuse.

51. Il est intéressant de constater que les économistes se rendent compte de plus en plus, non seulement de la nécessité d'un taux de croissance élevé pour les pays en voie de développement, mais également de la possibilité d'y parvenir, à condition que les mesures nécessaires soient prises à l'intérieur de ces pays et qu'ils disposent d'une assistance internationale organisée. Les débats du Conseil au sujet de la Décennie du développement (1214^e à 1219^e séance) constituent le dernier en date des indices qui prouvent que cette opinion se répand de plus en plus : on a fait ressortir que l'objectif fixé par la Décennie, soit un taux annuel de croissance de 5% du revenu national des pays en voie de développement, représente un minimum.

52. Le deuxième domaine dans lequel la pensée économique a progressé est celui de la planification du développement économique et social. La nécessité d'une telle planification est maintenant généralement reconnue. Les idées de ceux qui, dans le passé, affirmaient qu'une économie planifiée était incapable de fonctionner efficacement sont largement dépassées. La planification s'est fortement enracinée dans la pratique. En même temps, on est parvenu à mieux définir le concept d'une économie planifiée, et l'on a assoupli dans une certaine mesure la rigidité de la planification centrale et reconnu le principe du libre choix du consommateur. La grande controverse concernant l'efficacité de la planification économique, à laquelle les économistes occidentaux se sont livrés pendant les années 1920 à 1940, a été définitivement tranchée en faveur de la planification.

53. La planification devrait à présent être appliquée, et dans une certaine mesure adaptée, aux différents cadres institutionnels et aux différents stades du développement économique et social. Toutefois, dans tous les cas, la planification devrait comprendre non seulement une méthode précise mais aussi des mesures d'application pratique. La planification exige de plus en plus des adaptations de structure de l'économie, sans lesquelles elle resterait purement théorique.

54. Le troisième domaine dans lequel la pensée économique a progressé suscite moins de controverses : c'est celui du mode de développement économique et du rôle de l'industrialisation dans le développement économique et social, rôle qui se trouve souligné de manière opportune dans l'introduction à l'*Etude*. Il est maintenant généralement reconnu que le développement doit être coordonné, régulier et bien équilibré.

55. Cependant, certaines opinions dépassées concernant le développement économique et social persistent encore et se manifestent, dans une certaine mesure, dans les documents relatifs à la Décennie du développement. L'insistance sur le « développement équilibré » des pays sous-développés sert parfois à justifier une politique économique de croissance lente, qui ne sert les intérêts que d'une fraction de la population.

56. On ne peut nier, par exemple, l'importance de l'enseignement et de la formation professionnelle ni celle du développement des moyens de communication. Mais le développement, pour être tout à la fois équilibré et aussi rapide que possible, doit accorder la vedette à l'industrie.

57. Il est évident que, dans un pays sous-développé, la priorité doit être donnée à la création d'une industrie, sans laquelle il ne peut y avoir de croissance régulière et autonome. Les pays en voie de développement ne pourront parvenir à créer une économie diversifiée que s'ils corrigent le déséquilibre dont souffre actuellement leur économie par suite du faible niveau du développement industriel. A cet égard, les chiffres du tableau 1-5 du chapitre premier de l'*Etude* montrent qu'au cours des dix dernières années le taux de croissance industrielle dans la majorité des pays sous-développés a été plus élevé que le taux de croissance du produit intérieur brut.

58. Lorsque l'on considère le modèle de croissance économique généralement admis, basé sur l'intensité des investissements et sur leur efficacité, on est amené à conclure que le développement de l'industrie est d'une importance vitale pour assurer une croissance accélérée. L'industrie étant la branche la plus productive de l'économie, elle favorise l'accumulation de capital et la capacité d'investissement du pays. On peut dire, en gros, que le taux de formation du capital est étroitement lié au niveau de développement industriel.

59. L'industrialisation augmente la capacité de formation de capital d'un pays en même temps qu'elle permet une meilleure utilisation de ce capital, qui constitue le facteur de développement le plus rare dans les pays sous-développés.

60. L'expérience de la Yougoslavie éclaire particulièrement l'importance d'un développement industriel rapide. Au cours de la période de dix ans analysée dans l'*Etude*, ce pays a doublé son revenu national réel. Ce développement rapide a été rendu possible par la rapidité de l'expansion industrielle : en 1960, la production industrielle était quatre fois et demie plus élevée qu'avant 1939. Cette expansion de l'industrie ne s'est pas faite aux dépens des autres secteurs, mais elle a au contraire contribué à leur croissance. Ainsi, en 1960, la production agricole était en augmentation de 46% par rapport à la moyenne d'avant guerre. Les services sociaux, tels que l'enseignement et les services sanitaires, ont également connu une extension considérable.

61. Les analyses de l'*Etude* montrent qu'une spécialisation à sens unique, qui comporterait une sorte de division rigoureuse du travail à l'échelon international est impossible et qu'il est nécessaire de parvenir à une diversification du développement, notamment du développement industriel. Il est particulièrement important de développer les industries de biens d'équipement et celles de biens de production intermédiaires, car c'est précisément grâce à ces industries que l'on augmente la véritable capacité de formation de capital. L'analyse — que fait l'*Etude* au chapitre 2 (E/3624/Add.2) — de l'évolution dans les pays industriellement développés au cours des dix dernières années montre clairement que ces industries se sont développées à un rythme plus rapide que l'en-

semble de l'industrie. En Yougoslavie, par exemple, au cours des années 1951-1960, l'industrie des biens de consommation a progressé de 250 %, tandis que l'industrie des biens d'équipement a progressé de 350 %. Une évolution assez semblable apparaît dans des pays tels que l'Inde, le Mexique et le Brésil. Le développement des industries de biens d'équipement et de biens de production intermédiaires pourrait également, en réduisant les besoins d'importation, remédier à la position défavorable de la balance des paiements des pays en voie de développement.

62. Toutefois, comme le montre fort justement l'*Etude*, il peut souvent être nécessaire, pour les pays moins développés qui ne possèdent pas un embryon d'industrie, de commencer leur industrialisation en créant les industries qui peuvent contribuer à résoudre, aux moindres frais, le problème spécifique de la balance des paiements. Au début, ces industries ne seront pas forcément des industries de biens d'équipement et de biens de production intermédiaires. A cet égard, il y a lieu de ne pas sous-estimer l'importance des industries d'exportation, notamment dans les pays qui ont déjà atteint un certain niveau d'industrialisation.

63. Compte tenu des progrès de la pensée économique, il est évident qu'un effort doit être entrepris pour renforcer, dans le cadre de la Décennie du développement, l'aide internationale aux pays peu développés qui cherchent à transformer rapidement leur économie.

64. La conférence sur le commerce international que l'on propose de réunir dans le cadre des Nations Unies constituerait l'une des premières mesures qui contribueraient à éliminer les difficultés qui surgissent dans les relations économiques internationales et s'opposent à la transformation économique rapide des pays moins développés.

65. M. BROWN (Confédération internationale des syndicats libres), parlant sur l'invitation du Président, déclare que la CISL propose depuis plusieurs années que l'on convoque une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce mondial. Si une œuvre importante a été réalisée dans ce domaine par divers organismes internationaux, et si des travaux encore plus importants sont en cours, il est néanmoins décevant de constater (E/3631 et Add.1 à 3) que de nombreux gouvernements estiment qu'au stade actuel une conférence internationale risquerait de compromettre les résultats de la méthode — pragmatique et fondée sur des travaux d'experts — qui a prévalu jusqu'à présent. Les événements de ces dernières années dans le domaine du commerce international montrent nettement que la situation s'aggrave; les termes de l'échange sont devenus encore plus défavorables dans les pays sous-développés, et la lutte des pays industriels pour la conquête des marchés a pris dans certains cas une forme menaçante. En outre, la tendance à l'autarcie dans les pays du bloc soviétique a été accompagnée d'offensives commerciales dirigées principalement contre certains des secteurs les plus vulnérables du marché mondial.

66. C'est pourquoi il serait fort souhaitable de s'attaquer à nouveau et à fond aux problèmes du commerce mondial et de s'occuper de ceux de ces problèmes qui ne peuvent

être traités par les organismes internationaux existants. Si on craint qu'une conférence internationale n'ait des effets néfastes sur l'œuvre déjà réalisée ou en cours d'exécution, on réduirait considérablement ce risque par une préparation minutieuse qui devrait permettre de résoudre les problèmes techniques et d'informer l'opinion mondiale des tâches de la conférence. Les travaux préparatoires devraient également avoir pour but d'établir des règles élémentaires de conduite dans le domaine du commerce international, auxquelles on pourrait raisonnablement exiger que se soumettent tous les Etats désireux de participer à la conférence. Il conviendrait d'identifier, de condamner et de combattre un grand nombre de pratiques perturbatrices, notamment celles qui affectent le commerce et le développement des pays moins privilégiés. Parmi ces pratiques figurent notamment des méthodes telles que la violation des accords multilatéraux conclus en vue de maintenir le niveau des prix et de promouvoir les exportations de produits primaires.

67. La conférence aurait pour principal objet d'assurer une réadaptation radicale des politiques et des marchés mondiaux pour tenir compte des structures économiques nouvelles qui apparaissent dans le monde. Il faudrait insister particulièrement sur la nécessité urgente d'utiliser les excédents existants pour satisfaire les besoins essentiels des populations dans les pays moins privilégiés. Il n'existe pas véritablement d'excédents dans un monde où la majorité des hommes vivent dans la misère et le besoin. Le problème qui se pose est celui de diriger les produits excédentaires vers les régions qui en ont besoin; une proportion toujours plus grande des exportations devraient être détournée des anciens marchés et orientée vers les nouveaux marchés qui peuvent se créer dans les pays en voie de développement. La tâche à accomplir est immense mais elle pourrait être menée à bien si l'on se sert des instruments existants de politique économique et commerciale, surtout si les mesures prises s'accompagnaient d'une aide aux pays en voie de développement et d'investissements privés à l'étranger. On pourrait ainsi réaliser une expansion du commerce international qui serait de l'intérêt aussi bien des pays industrialisés que des pays en voie de développement, lesquels se heurtent fréquemment à d'énormes difficultés dans leurs tentatives d'écouler leurs produits nouveaux sur les marchés traditionnels des pays industrialisés.

68. Il conviendrait de s'attacher tout spécialement à la coordination et au renforcement des activités actuelles dans le domaine des produits primaires et de faire une nette distinction entre les mouvements de prix à long terme et à court terme. En ce qui concerne la tendance à la baisse — sur la longue période — des prix des produits primaires, il est très important de distinguer entre les facteurs qui tiennent à des causes purement économiques et ceux qui sont dus au fait que les pays de production primaire discutent les prix à partir d'une position de faiblesse. Cette position pourrait être renforcée par l'application de politiques commerciales internationales appropriées. Les mesures prises en vue de renforcer la position des producteurs agricoles face aux milieux d'affaires se sont traduites, dans de nombreux pays industriels, par la création d'une sorte de « force compensatrice ». Ce que la CISL propose est la création d'une « force compen-

satrice » à l'échelon international. Or, à l'échelon international comme à l'échelon national, c'est une action politique et non purement économique qu'il faut entreprendre, étant donné que le but n'est pas d'accroître les profits mais de réaliser un meilleur équilibre de l'économie mondiale. La première condition nécessaire à la création de cette force compensatrice est de réaliser un minimum d'harmonisation entre les accords commerciaux multilatéraux et bilatéraux. La leçon évidente à tirer de la mise en application des accords internationaux sur le sucre et sur l'étain est que l'on ne peut créer une force compensatrice efficace sans élargir le champ des accords multilatéraux, de façon qu'ils l'emportent sur tous les contrats bilatéraux. La réalisation de cet objectif exige une action politique et non de simples décisions économiques. Mais tandis que la création d'une force compensatrice destinée à corriger les effets d'une baisse économiquement injustifiée des prix des produits primaires exige une action politique de la part des riches nations industrielles, les décisions relatives à l'extension des accords multilatéraux et à la lutte contre les effets néfastes éventuels des accords bilatéraux doivent être prises par les pays exportateurs également.

69. On peut faire valoir les mêmes considérations en ce qui concerne les tentatives visant à éliminer les fluctuations à court terme des prix des produits primaires. Certains progrès ont été réalisés dans la voie de l'établissement d'un dispositif de compensation, mais les progrès sont lents. La seule façon d'accélérer le processus serait que les pays importateurs et les pays exportateurs adoptent une série de mesures principalement politiques.

70. Etant donné qu'une action essentiellement politique s'impose et que le succès dépendra largement de l'adoption simultanée, par un grand nombre de gouvernements et d'organismes internationaux, d'une série de mesures très différentes mais soigneusement concertées, une conférence internationale bien préparée semble être le cadre le plus indiqué pour traiter de questions d'une importance aussi cruciale. L'adoption de mesures comme celles que M. Brown vient de décrire serait de l'intérêt des pays industriels aussi bien que des pays sous-développés; elle faciliterait une saine expansion du commerce mondial et diminuerait l'écart grandissant entre les nations riches et les nations pauvres.

La séance est levée à 17 h 55.